

The Honourable Lena Metlege Diab, P.C., M.P.
Minister of Immigration, Refugees and Citizenship
House of Commons
Ottawa, Ontario, Canada
K1A 0A6

Dear Minister Diab,

Re: Urgent Need to Address Disproportionate Impacts of International Student Program Reforms on Atlantic Canada

We are writing to express serious concern regarding the findings of the Auditor General’s 2026 report on reforms to the International Student Program (ISP), and to urge immediate federal action to address the disproportionate and unintended impacts on Atlantic Canada. The Auditor General’s report confirms what institutions, provinces, and stakeholders across our region have been raising for over a year: while the federal government intended to modestly reduce international student volumes, the actual outcomes have been severe, unanticipated, and regionally inequitable.

In Atlantic Canada, study permit approvals declined by more than 59% in 2024—far exceeding the federal government’s anticipated reduction of 10% or less. In New Brunswick alone, approvals dropped by approximately 64%, with 2025 figures continuing to fall well below forecast. These declines are not only dramatic—they are structurally rooted in a flawed allocation model.

The report identifies two key issues. First, allocations based primarily on population fail to reflect regional realities, including acute demographic challenges and labour shortages in smaller provinces. Second, the use of a standardized 60% approval rate assumption—despite significantly lower historical approval rates in Atlantic Canada—resulted in a compounding disadvantage. Provinces received fewer allocation spaces and were less able to convert those allocations into actual students.

Equally concerning is the lack of federal oversight and responsiveness. Approval rates declined sharply from 58% in 2023 to 38% in 2025, yet the department did not adequately analyze or understand the causes of this drop. At the same time, integrity measures—while partially implemented—remain incomplete, with significant gaps in compliance monitoring and enforcement.

The consequences for Atlantic Canada are profound. International students are critical to our region’s population growth, workforce development, and economic sustainability. The

sharp and unplanned reduction in student approvals is already contributing to labour shortages in key sectors, financial strain on post-secondary institutions, and a weakening of community vitality. It also risks long-term reputational damage to Canada as a reliable and welcoming destination for international learners.

The *Immigration and Refugee Protection Act* clearly states that immigration benefits must be shared across all regions of Canada. The Auditor General has found that this obligation was not met.

In light of these findings, we respectfully call on the federal government to:

- Revise the allocation model to reflect regional economic needs, labour market demands, and demographic realities—not population alone;
- Adjust approval rate assumptions to reflect actual regional performance and ensure allocations translate into real outcomes;
- Implement robust monitoring and transparency mechanisms to track approval rates and policy impacts in real time;
- Fully resource and operationalize integrity and compliance systems to ensure program credibility without undermining access.

Atlantic Canada's economic future depends on a fair and functional international student system. The Auditor General's report provides clear evidence that corrective action is both necessary and urgent.

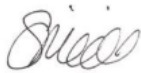
Sincerely,



Morgan Peters, CEO, Fredericton Chamber of Commerce



Kim Wilson, CEO, The Chamber of Commerce for Greater Moncton



Shannon Merrifield, CEO, Saint John Region Chamber of Commerce

L'honorable Lena Metlege Diab, C.P., députée
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté
Chambre des communes
Ottawa (Ontario), Canada
K1A 0A6

Madame la Ministre Diab,

Objet: Nécessité urgente de remédier aux répercussions disproportionnées des réformes du Programme des étudiants étrangers sur le Canada atlantique.

Nous vous écrivons pour vous faire part de nos vives préoccupations concernant les conclusions du rapport 2026 de la vérificatrice générale sur les réformes du Programme des étudiants étrangers (PEE) et pour demander instamment au gouvernement fédéral de prendre des mesures immédiates afin de remédier aux répercussions disproportionnées et imprévues sur le Canada atlantique.

Le rapport de la vérificatrice générale confirme ce que les établissements, les provinces et les parties prenantes de notre région soulignent depuis plus d'un an: alors que le gouvernement fédéral avait l'intention de réduire modestement le nombre d'étudiants étrangers, les résultats réels ont été graves, imprévus et inéquitables sur le plan régional. Dans le Canada atlantique, les autorisations de permis d'études ont diminué de plus de 59 % en 2024, dépassant de loin la réduction prévue par le gouvernement fédéral, qui était de 10 % ou moins. Rien qu'au Nouveau-Brunswick, les autorisations ont chuté d'environ 64 %, les chiffres de 2025 continuant de se situer bien en deçà des prévisions. Ces baisses ne sont pas seulement spectaculaires: elles trouvent leur origine structurelle dans un modèle d'allocation défaillant.

Le rapport met en évidence deux problèmes majeurs. Premièrement, les allocations fondées principalement sur la population ne reflètent pas les réalités régionales, notamment les défis démographiques aigus et les pénuries de main-d'œuvre dans les petites provinces. Deuxièmement, le recours à une hypothèse standardisée de taux d'approbation de 60 % — alors que les taux d'approbation historiques sont nettement inférieurs dans le Canada atlantique — a entraîné un désavantage cumulatif. Les provinces ont reçu moins de places allouées et ont eu plus de mal à convertir ces allocations en effectifs réels.

Tout aussi préoccupant est le manque de surveillance et de réactivité de la part du gouvernement fédéral. Les taux d'approbation ont chuté de 58 % en 2023 à 38 % en 2025, mais le ministère n'a pas suffisamment analysé ni compris les causes de cette baisse. Parallèlement, les mesures d'intégrité, bien que partiellement mises en œuvre, restent

incomplètes, avec des lacunes importantes en matière de contrôle de la conformité et d'application de la réglementation.

Les conséquences pour le Canada atlantique sont profondes. Les étudiants étrangers sont essentiels à la croissance démographique, au développement de la main-d'œuvre et à la viabilité économique de notre région. La réduction brutale et imprévue du nombre d'approbations d'étudiants contribue déjà à des pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs clés, à des difficultés financières pour les établissements d'enseignement supérieur et à un affaiblissement de la vitalité des communautés. Elle risque également de nuire à long terme à la réputation du Canada en tant que destination fiable et accueillante pour les étudiants étrangers.

La Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés stipule clairement que les avantages liés à l'immigration doivent être répartis équitablement entre toutes les régions du Canada. La vérificatrice générale a constaté que cette obligation n'avait pas été respectée.

À la lumière de ces conclusions, nous demandons respectueusement au gouvernement fédéral:

- de revoir le modèle de répartition afin qu'il tienne compte des besoins économiques régionaux, des exigences du marché du travail et des réalités démographiques - et non pas uniquement de la population;
- d'ajuster les hypothèses relatives aux taux d'approbation pour refléter les performances régionales réelles et garantir que les allocations se traduisent par des résultats concrets;
- Mettre en place des mécanismes solides de suivi et de transparence pour suivre en temps réel les taux d'approbation et les répercussions des politiques;
- Doter de ressources suffisantes et rendre opérationnels les systèmes d'intégrité et de conformité afin de garantir la crédibilité du programme sans en compromettre l'accès.

L'avenir économique du Canada atlantique dépend d'un système d'accueil des étudiants étrangers équitable et fonctionnel. Le rapport de la vérificatrice générale démontre clairement que des mesures correctives sont à la fois nécessaires et urgentes.



Sincèrement,

Morgan Peters, PDG, Chambre de commerce de Fredericton

Kim Wilson, PDG, Chambre de commerce pour le Grand Moncton

Shannon Merrifield, PDG, Chambre de commerce pour la région de Saint John